

Unité départementale du Rhône  
63 Av. Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 28/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **A.E.I. EX EMC**

67 rue de la mouche  
Ateliers d'Ennoblement d'Irigny  
69540 IRIGNY

Références : UD-R-CTESSP-22-N°73-SP

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2022 dans l'établissement A.E.I. EX EMC implanté 67 rue de la mouche Ateliers d'Ennoblement d'Irigny 69540 IRIGNY . L'inspection a été annoncée le 25/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection a pour objet d'examiner le respect de certaines dispositions réglementaires liées à la prévention du risque incendie. Elle se déroule dans le cadre d'une action régionale.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- A.E.I. EX EMC
- 67 rue de la mouche Ateliers d'Ennoblement d'Irigny 69540 IRIGNY
- Code AIOT dans GUN : 0006103632
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société AEI est spécialisée dans la préparation et la teinture de tout type de textiles. L'activité est centrée sur la production haute gamme. La société est rattachée à la Holding Textile Hermès (HTH) appartenant au groupe Hermès.

Les activités exercées par AEI sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 complété en dernier lieu le 20 octobre 2014. Elles relèvent du régime d'autorisation au titre de la rubrique 2330 (teinture, apprêt, enduction de textile) de la nomenclature des ICPE.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- État des Stocks / Incendie / Confinement des eaux d'extinction

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Voir demande de l'Inspection
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/08/1989, article 2 paragraphe §6.1.3	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 26/08/1989, article 2 paragraphe §6.1.6	/	Sans objet
Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction	Code de l'environnement du 11/06/2009, article L.512-20	/	Voir demande de l'Inspection
Protection des réseaux internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 26/08/1989, article 2 paragraphe §4.2.4	/	Voir demande de l'Inspection
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 26/08/1989, article 2 paragraphe §4.4.3	/	Voir demande de l'Inspection

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Cette visite a permis de relever des observations et non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en oeuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> L'Inspection a constaté les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>– l'exploitant dispose d'un état des stocks des produits chimiques en version électronique qui est mis à jour tous les 6 mois et d'une version papier mise à jour tous les 15 jours ;</li><li>– l'exploitant est en mesure de fournir une extraction de l'état des stocks en instantané des matières premières stockées sur le site.</li></ul> L'Inspection a constaté que l'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) des matières dangereuses en version électronique.  L'exploitant a indiqué que les FDS et état des stocks électroniques précités sont enregistrés sur un serveur informatique physiquement localisé hors de l'établissement.  L'Inspection a constaté que l'accès aux documents électroniques n'est pas facile en cas de sinistre sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b>  <b><u>Demande</u> :</b> L'exploitant doit, sous 1 mois, s'assurer que la version électronique de l'état des stocks des produits chimiques est mise à jour à une fréquence permettant de fournir aux autorités des données fiables.  <b><u>Demande</u> :</b> L'exploitant doit, sous 1 mois, rendre facilement accessible et tenir en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, l'état des matières stockées (y compris les produits chimiques) et les fiches de données de sécurité.

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/08/1989, article 2 paragraphe §6.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au moins : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A ou équivalent à raison d'un appareil pour 250 m<sup>2</sup> couverts (minimum 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc.) ;</li><li>- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques ;</li><li>- d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables.</li></ul> <p>Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles.</p> <p>En outre, les moyens assurant les ressources en eau tiendront compte du débit nécessaire à la défense contre l'incendie des bâtiments, soit 180 m<sup>3</sup>/heure.</p> <p>En particulier, deux poteaux d'incendie de 100 mm seront implantés à proximité des bâtiments. [...]</p> <p>Un robinet d'incendie armé supplémentaire devra être installé dans l'atelier « pliage » pour que la totalité de la surface de l'atelier soit atteinte par deux jets de lance. [...]</p>
<b>Constats :</b> Pour ce qui est des extincteurs, l'Inspection n'a pas constaté d'anomalie.  Pour les poteaux incendie, trois poteaux sont situés sur le domaine public à proximité immédiate du site. L'exploitant a transmis à l'Inspection par courriel en date du 15 mars 2022, des informations provenant du gestionnaire de ces poteaux incendie. Deux poteaux sont de diamètre 100mm et un poteau de diamètre 150mm. Les débits relevés lors du dernier contrôle effectué le 11 décembre 2018 sont respectivement de 167, 170 et 213 m <sup>3</sup> /h. Au regard des débits disponibles sur chacun des trois poteaux incendie, l'Inspection considère que le besoin de 180 m <sup>3</sup> /h est bien couvert.  L'Inspection n'a pas constaté d'anomalie concernant l'implantation des RIA dans l'atelier « pliage ».
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Maintenance et test

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/08/1989, article 2 paragraphe §6.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance et test
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] les moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni à l'Inspection le dernier rapport de contrôle des extincteurs et RIA, datant du 10 juin 2021. L'Inspection n'a pas d'observation sur ces éléments.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/06/2009, article L.512-20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. [...]
<b>Constats :</b> L'Inspection a constaté à partir des plans transmis par courriel de l'exploitant en date du 15 mars 2022, que les eaux pluviales de voirie sont rejetées de trois manières distinctes : <ul style="list-style-type: none"><li>- une partie dans le réseau public côté rue des Sources ;</li><li>- une seconde partie dans le réseau public rue de la Mouche ;</li><li>- la partie Sud du site dans une puits d'infiltration associé à un bassin de 86 m<sup>3</sup> équipé d'une vanne de sectionnement.</li></ul> L'Inspection n'a toutefois pas pu identifier sur les plans transmis : <ul style="list-style-type: none"><li>- si des vannes d'isolement sont installées sur les rejets vers le réseau public côtés rue des Sources et rue de la Mouche ;</li><li>- si la vanne d'obturation associée au puits d'infiltration permet d'isoler uniquement le puits d'infiltration du réseau ou si celle-ci isole aussi le bassin de 86 m<sup>3</sup>.</li></ul> Par ailleurs, au cours de la présente visite, l'exploitant a indiqué que la vanne d'isolement précitée est régulièrement manœuvrée pour vérifier son bon fonctionnement mais que cette opération ne fait l'objet d'aucune traçabilité.
<b>Type de suites proposées :</b>  <b><u>Demande</u> :</b> L'exploitant doit, sous 2 mois, décrire les modalités de confinement des eaux d'extinction incendie en cas de sinistre sur son site et préciser quels sont les moyens utilisés. Il sera notamment précisé les modalités de protection des deux puits de pompage du site.  <b><u>Demande</u> :</b> En l'absence de moyen de confinement sur le site des eaux d'extinction incendie, à l'exception de la vanne d'isolement du puits d'infiltration, l'exploitant devra le cas échéant mener une étude technico-économique visant à déterminer les moyens à mettre en œuvre pour confiner les eaux d'extinction incendie sur le site. Cette étude sera transmise à l'Inspection sous 4 mois.  <b><u>Demande</u> :</b> L'exploitant doit, sous 2 mois, définir par consignes l'entretien préventif de la vanne d'isolement du puits d'infiltration. La traçabilité des contrôles et actions correctives menées devra aussi être assurée.

**Nom du point de contrôle :** Protection des réseaux internes à l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/08/1989, article 2 paragraphe §4.2.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Protection des réseaux internes à l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> L'Inspection a constaté que l'exploitant ne dispose d'aucune traçabilité des contrôles trimestriels de la fermeture de la vanne permettant l'isolement du réseau des eaux usées industrielles de l'établissement par rapport à l'extérieur.
<b>Type de suites proposées :</b>  <b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit, sous 2 mois, définir par consignes l'entretien préventif et la mise en fonctionnement du dispositif d'isolement du réseau des eaux usées industrielles de l'établissement par rapport à l'extérieur. La traçabilité des contrôles et des actions correctives menées devra aussi être assurée.

**Nom du point de contrôle :** Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/08/1989, article 2 paragraphe §4.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100% de la capacité du plus grand réservoir ; - 50% de la capacité des réservoirs associés. [...]
<b>Constats :</b> L'Inspection a constaté lors de la présente visite : - des stocks de produits chimiques hors rétention ; - des GRV (grands récipients en vrac) mal positionnés sur leur rétention ne permettant pas une récupération correcte des produits en cas de fuite ; - des capacités de rétention non respectées.
<b>Type de suites proposées :</b>  <b><u>Demande :</u></b> L'exploitant doit respecter, sous 15 jours, les exigences du paragraphe §4.4.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 26 août 1989 modifié relatives à la mise sur rétention des produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.